

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/AG/GEN/2
4 avril 2003

(03-1868)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

DÉCLARATION CONJOINTE DE LA BULGARIE, DE LA CORÉE, DE L'ISLANDE, D'ISRAËL, DU LIECHTENSTEIN, DE LA NORVÈGE, DE LA SUISSE ET DU TAIPEI CHINOIS CONCERNANT LA PREMIÈRE RÉVISION DU PREMIER PROJET DE MODALITÉS POUR LES NOUVEAUX ENGAGEMENTS (TN/AG/W/1/REV.1)

Déclaration faite par la Suisse à la réunion formelle du 31 mars 2003

Nous nous félicitons des efforts que le Président a déployés pour établir la version révisée du Premier projet de modalités pour les nouveaux engagements [document TN/AG/W/1/Rev.1]. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'une tâche extrêmement difficile en raison des importantes divergences qui existent entre les positions des Membres. Néanmoins, et comme nous l'avons déjà déclaré au cours de la réunion formelle du 28 février de cette année (document TN/AG/GEN/1), nous devrions nous rappeler que, même si nous ne respectons pas la date limite que nous nous sommes fixée, ce processus n'aboutira que si les intérêts de *tous* les participants sont dûment pris en compte.

Je dois dire que, dans la première révision, il n'y a pas de modifications significatives susceptibles de changer le fait que seule une poignée de pays développés et en développement seraient les bénéficiaires du résultat final de ces négociations.

Nous ne pouvons obtenir un soutien politique pour ce processus de réforme que si les objectifs de politique nationale vitaux et les attentes fondamentales de la société civile sont respectés. Concrètement, nous avons besoin d'un bon équilibre entre les considérations d'ordre commercial et les considérations autres que d'ordre commercial. Ces dernières doivent être prises en compte sur la base de l'article 20 et du Préambule de l'Accord de Marrakech sur l'agriculture. Les Ministres ont tous reconfirmé cet engagement à Doha. Nous déplorons donc profondément que ces considérations ne soient que très partiellement, ou indirectement, prises en compte dans la révision. Nous déplorons également que, dans le cadre de cette négociation, les demandeurs soient toujours peu disposés à se conformer au mandat de Doha à cet égard.

Nous sommes prêts à améliorer de façon substantielle l'accès à nos marchés au moyen de réductions tarifaires. Mais nous avons besoin d'instruments et d'une flexibilité appropriés pour mettre en œuvre les réductions, afin de respecter les besoins spécifiques de notre société et de nos agriculteurs. Dans le cadre de ce processus de libéralisation progressive, les considérations autres que d'ordre commercial ne peuvent être abordées comme il convient que s'il existe une flexibilité suffisante.

Soixante-quinze Membres, avec des situations diverses dans le domaine de l'agriculture, c'est-à-dire la majorité des Membres, soutiennent la formule établie lors du Cycle d'Uruguay. C'est certainement tant en nombre que du point de vue du volume d'échanges commerciaux (50 pour cent des importations totales de produits agricoles), bien davantage que ce que représente la vingtaine de Membres que les amis de la formule "suisse" peuvent rassembler. Nous pensons qu'il n'y a pas d'autre

option que celle de traduire pleinement cette forte orientation collective dans toutes futures modalités d'accès aux marchés.

S'agissant du soutien interne, l'intégrité des catégories verte et bleue doit être préservée sans limitation, sur la base du cadre existant et avec les ajustements nécessaires pour tenir dûment compte des considérations autres que d'ordre commercial. Pour ce qui est du soutien relevant de la catégorie orange, le niveau ambitieux indiqué nous pose de gros problèmes.

S'agissant des subventions à l'exportation, notre position est flexible. Nous sommes prêts à accepter des réductions substantielles et nous pensons que le processus de réforme devrait se concentrer particulièrement sur ces mesures, en conformité avec la Déclaration de Doha. Il va sans dire que toutes les formes de concurrence à l'exportation devraient être traitées sur un pied d'égalité.

Nous sommes favorables à un traitement spécial et différencié qui soit effectif et significatif, et nous nous félicitons de la possibilité de poursuivre les travaux sur le concept de produits stratégiques. Nous sommes très préoccupés par les effets négatifs sur l'érosion des préférences qui résulteront de propositions très ambitieuses concernant les tarifs. Actuellement, les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et d'autres pays en développement vulnérables sont fortement tributaires des préférences dont ils bénéficient sur les marchés des pays développés. Ces pays en développement verront leurs possibilités d'accès aux marchés *se détériorer* du fait de ces propositions, et courront le risque d'être évincés par un petit nombre de pays efficaces et à bas coûts. Cela est particulièrement préoccupant car bon nombre de ces pays vulnérables exportent un seul produit de base et ont peu de solutions de rechange.

Pour conclure, nous devons dire que la version révisée du Premier projet, de par l'approche qui y est exposée et les chiffres qui y sont présentés, n'offre pas la flexibilité nécessaire pour aborder nos considérations d'ordre commercial et autres que d'ordre commercial. Nous sommes attachés à l'article 20 et au mandat de Doha qui ne prévoit pas l'achèvement du processus de réforme de l'agriculture au cours de ce cycle. Nous voudrions également mettre en garde contre le risque qu'il y aurait à s'écarter des modalités du Cycle d'Uruguay concernant l'accès aux marchés et le soutien interne, car cela conduirait à un processus long et interminable et pourrait facilement faire échouer le Cycle sans que l'on parvienne à un résultat acceptable pour tous les participants.

Enfin, et surtout, nous insistons à nouveau sur le fait que nous restons attachés à ces négociations et que nous sommes disposés à travailler intensément avec vous et tous les Membres, par exemple dans le cadre de consultations techniques, afin de parvenir à un résultat auquel tous puissent adhérer.
